



L'économie mixte de transition post-socialiste

Bernard Chavance

► To cite this version:

Bernard Chavance. L'économie mixte de transition post-socialiste : Cahiers du CEFRES N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cahiers du CEFRES, 1994, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, 3f, pp.10. halshs-01169401

HAL Id: halshs-01169401

<https://shs.hal.science/halshs-01169401>

Submitted on 30 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale
Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

Bernard CHAVANCE

L'économie mixte de transition post-socialiste

Référence électronique / electronic reference :

Bernard Chavance, « L'économie mixte de transition post-socialiste », Cahiers du CEFRES. N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale (ed. Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c3f/chavance_1994_economie_mixte_postsocialisme.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



L'économie mixte de transition post-socialiste

Bernard Chavance

Le problème de la continuité et de la rupture occupe une place centrale dans l'interprétation des grands bouleversements sociaux. La perception contemporaine de ces derniers privilégie la rupture, tandis qu'avec le temps émergent les ré-interprétations soulignant les lignes de continuité entre **l'avant** et **l'après**. On observe une telle évolution à propos de la Révolution Française et, à un moindre degré, de la Révolution Russe. Bien que le recul historique soit encore très faible, l'effondrement récent des régimes communistes en Europe de l'Est et les transformations sociales qu'il a déclenchées, posent déjà le problème des relations entre rupture et continuité, entre héritage, destruction et création sociaux. Dans ce texte, je propose quelques réflexions concernant la dimension économique de cette question au cours de la transition post-socialiste.

DES REFORMES A LA TRANSFORMATION

Le système socialiste traditionnel était marqué par une forte cohérence. Un socle institutionnel formé de la combinaison du parti unique et de la propriété d'Etat s'articulait à une planification centralisée marquée par des institutions et des procédures caractéristiques. Deux types de réformes économiques ont été tentés selon les pays ou selon les périodes - le terme de «réforme» signifiant que le socle institutionnel n'était pas en cause. Les **ajustements systémiques** cherchaient à assouplir le fonctionnement du système en déconcentrant la prise de décision. Les **réformes radicales** introduisaient des modifications réelles, particulièrement dans la planification, en cherchant à articuler un désengagement micro-économique de cette dernière à un mécanisme de marché réglementé (B. Chavance, 1992a). Là où elles ont été introduites et réellement poursuivies, les réformes radicales ont conduit à des transformations effectives au sein du système économique socialiste (caractérisé par le socle institutionnel), et au passage du modèle traditionnel à celui d'une «économie réformée», comme le montrent les diverses expériences yougoslave, hongroise et chinoise. Les analogies et les différences entre les modèles traditionnel et réformé ont été l'occasion de débats sur les éléments de rupture et de continuité (pour une interprétation récente, voir J. Kornai, 1992b). Mais la «**radicalisation des réformes radicales**» dans certains pays, comme en Hongrie puis en Pologne dans les années 1980, a amorcé un processus de déstructuration systémique qui, poursuivi, aurait vraisemblablement débouché sur la remise en cause du socle institutionnel. Les révolutions de 1989, rendues possibles par la politique de Gorbatchev en U.R.S.S., ont brisé ce socle en abolissant le régime de parti unique. C'est alors que débute l'actuelle **transition systémique**, à partir du modèle traditionnel ou de l'économie réformée, selon les pays.

La notion de transition est ambiguë quand elle implique - comme c'est fréquemment le cas - que, s'il est vrai que l'on connaît le point de départ du processus, il en va de même du point d'arrivée: économie de marché, «économie libre» ou capitalisme avancé (B. Chavance, 1990, 1992a). Le problème de la continuité et de la rupture est alors supposé résolu par avance: c'est la conception **finaliste** de la transition (B. Chavance 1992b). Il est cependant préférable d'interpréter la transition comme un processus complexe dont l'aboutissement systémique demeure relativement indéterminé - ce qui est une question différente du «système-cible» souhaitable, sur lequel il existe un certain consensus (traversé de divergences internes). La transition suppose à la fois l'inertie, la destruction et la création, selon un mélange et une dynamique variables et incertains.

La déstructuration et l'économie mixte post-socialiste

La déstructuration systémique de l'économie socialiste implique avant tout une perte de la cohérence globale qui marquait, à des degrés variables selon l'avancement des réformes radicales, le modèle antérieur. Cette déstructuration était amorcée avant 1989 en Hongrie ou en Pologne, la pénurie inflation (**shortageflation**) observée dans ce dernier cas étant un phénomène typique d'une phase de

dégénérescence systémique, ou d'état pathologique que l'on retrouve aujourd'hui en Russie. S'il y a perte de cohérence, c'est essentiellement à cause de la suppression du régime de parti unique, qui brise le socle institutionnel et produit des conséquences immédiates sur l'ensemble du fonctionnement de l'économie et de la société, produisant une irréversibilité radicale. Assez vite, les institutions et les procédures de la planification centralisée, ou de la coordination bureaucratique indirecte des économies réformées, sont supprimées pour l'essentiel. Toutefois des éléments importants, des blocs institutionnels, des structures solidement ancrées de l'ancien système demeurent en place et marquent fortement et plus ou moins durablement l'économie en transition. C'est le cas en particulier du poids du secteur d'Etat dans l'industrie, et de la structure productive héritée de l'ancien mode de développement.

La rhétorique initiale de la transition, marquée par le discrédit des réformes radicales antérieures et la crainte des inerties bureaucratiques, proclamait le refus de toute «troisième voie» entre socialisme et capitalisme, la méfiance à l'égard de l'«économie mixte» et affichait comme objectif **l'économie de marché** sans restriction ni qualificatif. L'une des ironies dont l'Histoire est coutumière veut toutefois que la caractéristique majeure, et certainement durable, des pays d'Europe de l'Est soit aujourd'hui celle d'une économie mixte d'un genre historique original, que l'on pourrait qualifier d'«économie mixte de transition post-socialiste». Beaucoup s'accordent aujourd'hui pour admettre que la transition sera un processus long et difficile, contrairement aux espoirs initiaux. Il est donc important de comprendre la nature, les problèmes et la dynamique de cette économie mixte de transition post-socialiste (EMPS).

La configuration et l'évolution de l'EMPS varient selon les pays en fonction de divers facteurs: le degré initial de réforme, la politique économique suivie (stabilisation), le processus politiquement et socialement conditionné de changement institutionnel. La diversité croissante des trajectoires nationales est un fait évident, repérable au-delà des tendances ou des problèmes communs. Cependant, l'EMPS domine partout et ses traits communs l'emportent encore sur les variantes par pays ou par régions.

J'emploie ici la notion d'«économie mixte», il est vrai polysémique, en référence au fort **pluralisme** des institutions économiques et des modes de coordination. Le concept de **transition** évoque la faible cohérence systémique et la coexistence de dynamiques contradictoires que l'on peut observer dans les différents exemples nationaux.

Les grands traits de l'EMPS

Une vue générale des économies post-socialistes révèle la présence simultanée de diverses structures et un chevauchement de différentes phases historiques. Ce coup d'oeil superficiel saisit des éléments de socialisme traditionnel, de socialisme réformé, de petite production marchande, de capitalisme primitif (proto-industrialisation), de capitalisme sauvage, de capitalisme bureaucratique, de capitalisme d'Etat-providence, d'économie parallèle (dont une fraction d'économie criminelle), ou de capitalisme transnational...

La multiplicité des clivages et des segmentations propres à la transition rendent difficiles une analyse d'ensemble. Si l'on retient le critère des formes de propriété, un modèle dualiste vient à l'esprit (I. Grosfeld, P. Hare, 1991). J. Kornai (1990b) considère que l'économie duale, avec ses composantes publique et privée, durera une vingtaine d'années. Le tableau réel est celui d'une structure composite, d'un continuum qui va du pôle étatique au pôle privé avec diverses formes intermédiaires, le clivage public/privé demeurant toutefois structurant. Ce dualisme est fortement **asymétrique** dans sa dynamique - un trait que l'on retrouve d'ailleurs dans beaucoup d'autres domaines.

L'héritage majeur de l'ancien système est la prédominance initiale écrasante de la propriété d'Etat, la composante inertielle du socle institutionnel. L'extension généralement rapide d'un nouveau secteur privé introduit un premier élément de mixité. A celui-ci s'ajoutent les transformations au sein du secteur d'Etat: «commercialisation» (passage au capital par actions qui devient propriété du Trésor ou de diverses organisations étatiques), privatisations (petites ou grandes), prolifération de formes intermédiaires entre secteur public et secteur privé - créant une zone grise de «para-public post-socialiste». Les modes de propriété et de gestion se transforment, mais une structure assez complexe voire confuse tend à s'imposer, derrière la variété des statuts juridiques.

Le secteur privé authentique est d'abord constitué des anciennes entreprises privées qui subsistent, et des nouvelles récemment créées - ces dernières étant la composante la plus dynamique. On trouve aussi des entreprises «restituées» aux anciens propriétaires, et celles ayant connu la «petite privatisation» - ce dernier processus étant parfois ralenti par les problèmes juridiques de la restitution. Enfin viennent les

entreprises ayant subi la «grande privatisation»: leur nombre demeure très limité, à l'exception toutefois du programme tchécoslovaque en cours mais qui ne touche encore qu'une fraction du secteur d'Etat (plusieurs «vagues» de privatisation sont prévues). La proportion du grand secteur d'Etat privatisé reste, trois ans après le début de la transition systémique, inférieure à 10% ou 12% dans tous les pays d'Europe centrale et orientale.

Les grandes privatisations constituent l'un des exemples marquants des erreurs de prévision et d'analyse qui, malheureusement, ont jalonné la première phase de la transition. Il est clair aujourd'hui pour la majorité des observateurs que la grande privatisation sera un processus plus long, plus difficile (économiquement, techniquement, socialement...), vraisemblablement moins étendu qu'envisagé au départ et aux effets plus incertains à court et moyen terme. Malgré l'accélération qu'implique la méthode tchécoslovaque (et russe?), cette considération vaut aussi dans ce dernier cas - avec une nuance évidente d'intensité.

Le tableau 1 montre la diversité des conditions initiales et des modalités suivies dans la grande privatisation en Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie. Chaque pays a eu recours à un ensemble de méthodes, l'une étant dominante et spécifique en comparaison de ses voisins. Le marché des capitaux demeure minuscule, l'épargne nationale est insignifiante au regard des actifs à privatiser et le consensus politique est limité sur le sujet (sauf pour l'instant en Tchécoslovaquie). La subsistance d'un secteur public étendu pour de nombreuses années est inévitable dans tous les cas. La dynamique de ce dernier et sa réorganisation durant cette période influenceront donc de façon décisive l'évolution de l'EMPS et, au-delà, toute la transition.

La configuration de l'EMPS est entièrement conditionnée, dès la première phase, par la nature des différences entre le secteur public en transition et le secteur privé, qui est l'élément dynamique dans une économie en dépression. Le tableau 2 présente un certain nombre de ces différences, d'où ressort une asymétrie fondamentale et multiforme de l'EMPS.

La dynamique de l'EMPS

Il est probable que l'EMPS demeurera la caractéristique dominante des pays d'Europe centrale et orientale pour une période d'une à deux décennies, en tout état de cause plus longue qu'initialement prévu. Diverses phases se succéderont, selon des trajectoires nationales de plus en plus variées. La dynamique observée dans la première phase de transition révèle la présence de tendances fortement contradictoires, dont il est difficile de prévoir à long terme les effets.

Un facteur décisif doit cependant être souligné: l'EMPS voit le jour à travers une dépression économique de grande ampleur, ce qui va conditionner son évolution future en vertu du principe de l'«effet de sentier» (**path-dependency**). Avec la mise en oeuvre des programmes de stabilisation et de changement institutionnel en 1989 et 1990, s'est opéré un «bascullement du régime de crise», de la crise structurelle du socialisme tardif (sous ses formes stagflationniste ou de pénurie-inflation) vers la crise du post-socialisme précoce marquée par une chute de la production, de la consommation, de l'investissement, un passage rapide au chômage de masse, par une contraction des échanges extérieurs et par des tensions inflationnistes sérieuses (B. Chavance, 1992c). Cette genèse par la dépression constitue, elle aussi, un développement largement imprévu par les interprétations optimistes qui ont dominé les débuts de la transition.

Le secteur public constitue l'épicentre de la dépression (tableau 3), contrairement au secteur privé qui connaît une croissance rapide, parfois spectaculaire (voir tableaux 4 et 5). Toutefois la part de ce dernier demeure trop faible pour contrecarrer la crise, même en Hongrie et surtout en Pologne où il dépasse désormais le tiers de la production nationale. S'il contribue à une certaine restructuration, grâce à l'expansion du secteur des services, c'est dans un contexte très dépressif et donc déformé. La Pologne est le seul exemple où le secteur privé représente désormais une fraction sensible de la production industrielle, supérieure au quart du total.

Certains bons morceaux du secteur public ont parfois été déjà privatisés, par le processus officiel (il s'agit en général de rachat par des capitaux étrangers) ou par les méthodes subtiles et officieuses de glissement via le «para-public post-socialiste» déjà mentionné. Ainsi les managers d'entreprises d'Etat peuvent organiser des transactions entre ces dernières et des firmes privées qu'ils créent par ailleurs,

transférant progressivement les actifs publics vers le privé par recours à des «prix de transfert» fixés en conséquence - il s'agit là en fait d'une forme de privatisation spontanée ou sauvage (P. Mertlík, 1992). Mais le problème majeur du secteur public demeure la tendance à la décapitalisation, accélérée par la chute globale de l'investissement. Les entreprises d'Etat ont en général réagi au durcissement des conditions budgétaires par l'«endettement inter-entreprises», c'est-à-dire par la cessation de paiement de leurs fournisseurs, affaiblissant considérablement l'impact attendu de la politique monétaire restrictive (S. Janáèková, 1992), fragilisant le système bancaire émergent et retardant encore davantage l'introduction effective des faillites dans le secteur d'Etat, à cause des répercussions en chaîne qu'elles pourraient avoir sur des pans entiers de l'industrie.

La dynamique future de l'EMPS dépendra du type d'interaction entre ses divers éléments et du genre de liens que ces derniers développeront avec l'extérieur. Une évolution vertueuse ne peut être exclue, comme le suggèrent les transformations observées en Chine depuis plus de douze ans. Cette économie mixte n'a pas de caractère post-socialiste dans la mesure où le socle institutionnel n'y a pas été brisé; toutefois les effets d'entraînement sectoriels et régionaux et les effets de l'ouverture extérieure qu'on peut y observer sont spectaculaires, et, malgré de nouveaux clivages et des tensions multiples, il s'opère dans ce pays une transformation systémique graduelle et irréversible. Le contexte de forte croissance depuis le début des années 1980 a joué un rôle décisif dans cette évolution: le contraste est évident avec l'EMPS. Dans ce dernier cas, les segmentations multiples, les synergies faibles (ou perverses) tendent à l'emporter. L'évolution à moyen terme demeure très incertaine, les mêmes tendances pouvant soit renforcer les asymétries ou les clivages observés, soit les atténuer et enclencher des effets d'entraînement positifs. En Europe centrale et orientale - à la différence précisément du cas chinois - les interactions entre secteur privé et public sont en général faibles, à cause du type de dualisme illustré par le tableau 2; il arrive qu'elles soient négatives, avec par exemple la contagion de l'endettement inter-entreprise du public vers le privé (dans le cas tchécoslovaque: cf. P. Mertlík, 1992). Si le nombre de petites et plus rarement de moyennes entreprises a littéralement explosé avec l'expansion du secteur privé, la synergie entre grandes entreprises et PME, qui joue un grand rôle dans plusieurs types de capitalisme occidentaux, demeure faible ou inexistante dans l'EMPS.

Le futur de l'EMPS

Plusieurs hypothèses légitimant l'optimisme libéral initial de la transition ont été démenties. La libération des prix n'a pas engendré spontanément les comportements attendus de la part des entreprises ou des ménages, d'où de nombreux ajustements négatifs ou pervers au niveau micro-économique comme avec la «réponse inversée de l'offre». L'apport de capitaux étrangers et l'effet dynamisant de l'ouverture extérieure sont restés très en deçà des attentes. Les privatisations sont apparues beaucoup plus difficiles à amorcer et à effectuer que prévu; les privatisations de masse engagées ou envisagées se révèlent risquées et leurs effets immédiats incertains (l'optimisme se décale vers leur impact à plus long terme). Il est aujourd'hui évident que, pour des raisons tant politiques que doctrinales, les temporalités complexes de la transition ont en général été mal évaluées.

Le problème posé désormais est de savoir si les éléments essentiels de l'évolution spontanée vers un capitalisme moderne ont été posés ou ébauchés, si bien qu'une dynamique positive de sortie de l'EMPS ne pourra manquer de s'enclencher une fois le choc de la déstructuration absorbé, ou bien s'il n'existe pas de fortes tendances à une stabilisation durable des caractéristiques les plus problématiques de l'EMPS.

Le débat sur la «reprise» consécutive à la crise est en partie biaisé. S'il s'agissait d'une simple récession telle qu'on les connaît à l'Ouest, dans un cadre institutionnel stable et rodé, la confiance dans la réalité de la reprise à venir serait justifiée - encore que les incertitudes actuelles sur la conjoncture internationale montrent qu'un tel jugement puisse être en partie nuancé. Mais si l'on est en présence d'une véritable dépression, dans un cadre institutionnel et systémique à faible cohérence et à forte instabilité, il se crée une incertitude radicale du genre de celle évoquée par Keynes: «We just don't know». Cette incertitude ne porte pas seulement sur la date où, l'économie ayant atteint le point le plus bas, elle va repartir sur une trajectoire de croissance; elle concerne la nature même ou la qualité de cette croissance, et, au-delà, le genre de système économique qui finira par se stabiliser une fois la transition achevée. Il s'agit donc d'une incertitude **systémique**, qui, par ses effets sur les comportements, influence la crise présente.

Il est un scénario, que je qualifierai de «gris», dont la vraisemblance n'est pas négligeable (en écartant provisoirement les différences nationales). Dans une telle évolution, le secteur industriel d'Etat demeure en grande partie inerte, avec une production stagnante, une faible modernisation et peu de

restructurations, et une baisse continue de la valeur de ses actifs. Les faillites restent limitées, le poids de l'endettement et les risques sociaux obligeant le gouvernement à maintenir à flot une grande part des entreprises pour éviter les effondrements cumulatifs. Dans le cas de privatisations de masse, le poids du secteur d'Etat est réduit progressivement, les nouveaux actionnaires (individuels ou fonds d'investissement) supportant la conséquence des faillites inévitables. Toutefois, les effets sociaux, régionaux et financiers de ces dernières risquent d'obliger le gouvernement à intervenir. Même dans l'hypothèse de privatisations assez larges, il demeurera un secteur d'Etat - probablement sa fraction la plus arriérée ou inefficace - dans le domaine public, comme le montre l'évolution très récente du processus est-allemand, pourtant unique quant à l'appui «extérieur» fourni.

Dans ce scénario, la croissance demeure faible, instable, ou tirée essentiellement par le secteur privé dont le rapport dualiste multiforme au secteur public demeure quant au fond. La crise industrielle voire la désindustrialisation pèse sur l'expansion des services et sur l'insertion internationale de l'économie. Le chômage se stabilise durablement à un niveau élevé, de l'ordre de 10 à 20% selon les pays (avec une forte proportion de chômage de longue durée).

Le budget reste soumis à de fortes tensions. Les revenus se contractant au moment où les dépenses sociales dues au chômage augmentent (dépenses qui représentent en dernière analyse un problème fiscal, cf. J. Kornai, 1992b), la crise fiscale apparue dans la dépression a des chances de perdurer. En effet, les dépenses risquent de demeurer élevées, au fur et à mesure que les conséquences économiques et sociales de la dégradation des infrastructures sociales (éducation, santé) vont se faire sentir, et compte tenu du coût élevé d'un chômage de masse durable. Les recettes risquent de poser problème également, reposant essentiellement sur l'activité du secteur public en crise, voire en contraction si la privatisation progresse effectivement. La crise fiscale oblige à maintenir des taux élevés d'imposition, décourageant l'investissement.

La faiblesse durable de l'investissement est d'ailleurs un aspect essentiel du scénario gris et des tendances stagnationnistes qu'il rend probables. Les limites de l'épargne intérieure, la crise fiscale larvée, les difficultés de l'émergence d'un système bancaire puissant et expérimenté et l'étroitesse des marchés financiers se combinent au dualisme de l'EMPS et à l'incertitude systémique pour contraindre fortement le flux d'investissement nécessaire à une reprise saine et à une restructuration et une modernisation authentiques et profondes. La dégradation des infrastructures, héritée de la décennie de crise structurelle du socialisme, ne peut être véritablement inversée, tandis que l'austérité durable dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de la santé risque d'avoir des effets négatifs à moyen terme, particulièrement quant à la disponibilité d'une main-d'oeuvre éduquée et qualifiée - l'un des rares «avantages comparatifs» reconnus à l'Europe de l'Est. L'investissement étranger peut, s'il est conséquent, limiter l'ampleur du problème, mais nullement l'éliminer.

Sur le plan socio-politique, la déception des espoirs initiaux vis-à-vis de la transition, en général irréalistes (mais souvent entretenus par les gouvernements ou les organisations internationales), contribuent à la faible légitimité de l'Etat. Le chômage de masse et le développement de la pauvreté et des nouvelles inégalités affaiblissent le consensus basé sur le rejet de l'ancien système et engendrent des tensions sociales latentes ou ouvertes. Le poids des anciennes structures syndicales ou la faible représentativité des nouvelles organisations syndicales ou professionnelles, le manque d'expérience ou de volonté dans la concertation sociale et l'orientation souvent conservatrice des gouvernements rendent improbable l'émergence d'un véritable compromis social et politique, où l'acceptation d'un partage des sacrifices inévitables serait renforcée par des balises clairement définies de la politique sociale et des revenus à moyen terme.

Le scénario gris est donc celui d'une certaine rigidification des traits de l'EMPS, en dépit ou à cause des dynamiques contradictoires qu'elle contient. Le dualisme multiforme entre secteurs public et privé peut se renforcer ou s'atténuer graduellement mais perdure néanmoins sur une longue période. L'Etat n'a pas la force conférée par un réel compromis social et par une solide légitimité démocratique. La crise fiscale demeure larvée, le chômage élevé et l'investissement déprimé. Un régime de faible productivité se maintient dans l'économie considérée globalement, la modernisation et la restructuration restent faibles - ou bien le redéploiement s'opère «par le bas», à travers une désindustrialisation largement supérieure à celle qui serait nécessaire pour corriger l'héritage productif déformé du socialisme tardif. L'insertion internationale se révèle difficile ou douloureuse, étant contrariée par les facteurs précités.

Ce scénario gris, est, je le répète, plausible, même si les trajectoires nationales particulières s'en écartent déjà, vers le mieux pour la Hongrie ou les Pays Tchèques, vers le pire pour la Bulgarie et la

Roumanie. Une issue possible du scénario gris est que la transition débouche sur une forme d'économie mixte post-socialiste «stabilisée». Une telle hypothèse ne serait pas sans conséquences régionales ou géopolitiques inquiétantes.

Vers un nouvel interventionnisme?

Le scénario rose, la sortie progressive de l'EMPS vers «l'économie de marché» ou vers le capitalisme moderne, est aujourd'hui peu probable sans des modifications sensibles dans la conception, la stratégie et la tactique de la transition systémique. Sans discuter les cas nationaux spécifiques, on peut indiquer quelques directions générales d'une telle réorientation, suggérées par divers courants d'économistes critiques ou inquiets quant au cheminement de la transition. Cette approche peut être qualifiée de «nouvel interventionnisme» dont la finalité est d'engager l'EMPS sur une trajectoire positive de transformation, qui ne saurait se constituer spontanément. Il convient dans ce sens d'allonger l'horizon de la politique de transition, en prenant davantage en compte le moyen et le long terme, d'où l'importance de la prospective et de la «programmation» (si l'on veut éviter le terme tabou de «planification», identifié à l'ancien système). L'expérience française des années 1950 et 1960 a montré que des procédures de concertation pouvaient jouer dans la réduction de l'incertitude et l'apprentissage du compromis social. Le retour à une croissance minimum devrait être privilégié, avec toute la vigilance qui s'impose quant aux tensions macro-économiques latentes, afin de desserrer la crise fiscale et de faciliter les restructurations en donnant le temps à l'industrie de se redéployer et de réinvestir. Une politique industrielle (et agricole) active et sélective permettrait d'éviter que ce temps gagné ne conduise à la rigidification de l'EMPS, tout en empêchant un trop fort décalage temporel entre la destruction et la création qui entraverait le déclenchement hypothétique de la dynamique schumpeterienne. Une politique active dans les domaines des restructurations régionales ainsi que de l'emploi semble aussi nécessaire, les problèmes des régions en crise et du chômage n'ayant pas encore, hélas, atteint leur expression maximum.

Une poursuite active, mais **pragmatique**, de la politique de privatisation devrait s'accompagner d'une gestion active du secteur public subsistant, axée sur sa restructuration, sa «commercialisation» au sens économique du terme et la recherche d'interactions positives avec le secteur privé. Un secteur public transformé et restructuré serait un facteur dynamique d'évolution de l'EMPS et de passage au capitalisme moderne (W. Andreff, 1992). La création récente en Hongrie d'une «Compagnie de gestion du capital d'Etat» à côté de l'Agence de la Propriété d'Etat chargée de la privatisation, constitue, au-delà des controverses sur son rôle effectif (K. Okolicsanyi, 1992), une initiative intéressante - bien que significativement tardive.

Une aide occidentale mieux orientée pourrait enfin contribuer à l'inflexion recherchée, en mettant l'accent sur les réformes structurelles (infrastructures, redéploiement industriel, gestion des entreprises d'Etat) et en assurant la promotion des mécanismes de coopération régionale (M. Aglietta et al., 1992).

La transition systémique représente un vaste processus d'apprentissage, élargi à tous les agents économiques. Certaines erreurs sont inévitables, d'autres non. Que l'EMPS évolue à l'avenir selon le scénario gris ou se rapproche d'un scénario rose (j'évite l'hypothèse d'un scénario noir), cela dépendra en grande partie de la capacité des «États successoraux» à tirer les leçons des erreurs conceptuelles ou politiques déjà commises par les uns ou par les autres et à appliquer un nouvel interventionnisme adapté aux dilemmes et aux défis considérables inhérents à la transition systémique comme processus social total.

TABLEAU N°3 - Une contraction inégale mais générale des productions dans l'industrie

Production industrielle hongroise (variation en %; prix constants)

	1988	1989	1990	1991
Mines	-3.7	-5.2	-11.8	-10.9
Electricité	0.1	2.2	0.2	-8.0
Métallurgie	4.3	4.4	-19.0	-32.7
Constructions mécaniques	0.0	0.2	-16.2	-34.9
Industrie chimique	1.3	-3.9	-5.4	-18.5
Matériaux de construction	1.6	-1.6	-5.0	-33.0
Industrie légère	0.2	-4.8	-11.7	-24.9
Industrie alimentaire	-2.5	1.0	-0.9	-9.7
Total	0.0	-1.0	-9.2	-21.5

Source: L. Halpern (1992)

TABLEAU N°5 - Part des entreprises privées polonaises en 1991
(en % du total; prix courants)

Commerce	80.0
Bâtiment	55.2
Industrie	24.2
Transport	24.0
Importations (en valeur)	46.1
Exportations (en valeur)	19.8
Emploi (hors agriculture)	40,0

Source: A. Borzeda (1992)

TABLEAU N°4 - Production dans les secteurs public et privé en Pologne
(Taux de croissance par rapport à l'année précédente)

	1990	1991
Production industrielle totale	-24.2	-11.9
Secteur public	-23.7	-19.5
Secteur privé	-27.2	25.4
dont: ancien secteur privé (*)	8.9	48.6
Construction totale	-17.9	2.5
Secteur public	-17.6	-19.0
Secteur privé	-18.7	32.5
dont: ancien secteur privé	-18.8	33.5
Transport total	-14.2	-12.3
Secteur public	-12.9	-19.4
Secteur privé	-20.9	30.9
dont: ancien secteur privé	-4.9	29.6

Source: K. Szymkiewicz (1992)

(*) Cette catégorie inclut les secteurs de la propriété privée détenue par les nationaux (y compris l'agriculture) et de la propriété étrangère, mais ne prend pas en compte le secteur des coopératives ni des organisations sociales, politiques et syndicales.

Bibliographie

- M. AGLIETTA al. (1992): «Repenser le soutien de la communauté internationale à l'Europe de l'Est», *Observations et diagnostics économiques*, 42, octobre
- W. ANDREFF (1992): «Emerging Eastern Market Economies and the West's Experience» in J. Van Brabant: *Eastern Europe and the World Economy*, Westview Press
- F. BAFOIL ed (1992): «Crise et modernisation en Allemagne de l'Est», in *Allemagne d'aujourd'hui*, 121, juillet-septembre
- A. BORZEDA (1992): «Pologne 1991 - 1992: crise politique et blocages économiques», in *Le courrier des pays de l'Est*, 369, mai
- O. BOUIN (1992): «Privatization in Czechoslovakia: Constraints and Preliminary Impacts», mimeo, sept., (forthcoming in V. Ramanadham (ed.), *Privatization, Constraints and Preliminary Impacts*, UNDP, New York)
- R. BOYER (1992): «Markets: History, Theory and Policy», paper presented to the EAEPE Conference, Paris, november
- B. CHAVANCE (1990): «Quelle transition vers quelle économie de marché pour les pays de l'Est?», in *Revue Française d'économie*, 5 (4), automne
- B. CHAVANCE (1991): «Rigidité et flexibilité systémiques: l'expérience des réformes dans les économies socialistes» in R. Boyer, B. Chavance, O. Godard (eds.): *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Ed. de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
- B. CHAVANCE (1992a): *Les réformes économiques à l'Est: de 1950 aux années 1990*, Paris, Nathan
- B. CHAVANCE (1992b): «Voies et dilemmes de la transition systémique dans les économies post-socialistes», in *Cahiers du CEFRES*, 1, juin
- B. CHAVANCE (1992c): «Transition et dépression en Europe de l'Est», document de travail, CEMI-EHESS, juillet
- L. CSABA ed. (1991): *Systemic Change and Stabilisation in Eastern Europe*, Aldershot, Dartmouth
- ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE (1992): *Economic Survey of Europe in 1991 - 1992*, New York, United Nations
- J. FAYOLLE (1992): «Bulgarie: les difficultés d'une transition balkanique», in *Observations et diagnostics économiques*, octobre
- B. FISCHER (1992): «Large Privatization in Poland, Hungary, and Czechoslovakia», in *RFE/RL Research Report*, 1, (44), novembre
- I. GROSFELD, P. HARE (1991): «Privatization in Hungary, Poland, and Czechoslovakia», in *European Economy*, Special edition, 2
- L. HALPERN (1992): «Stabilisation et crise: situation économique de la Hongrie en 1991 et perspectives pour 1992», in *Le courrier des pays de l'Est*, 369, mai
- A. HIRSCHMAN (1992): «Industrialization and its Manifold Discontents: West, East and South», in *World Development*, 20, (9), september
- S. JANACKOVA (1992): «Microeconomic Aspects of Transformation», in *Prague Economic Papers*, 1, (3), september
- Y. KISS (1992): «Privatization in Hungary - Two years later», in *Soviet studies*, 44, (6)
- G. KOLODKO (1991): «Stabilization Policy: Vision, Reality, Responsibility», in L. Csaba (1991)

- G. KOLODKO (1992): »Stabilisation, récession et croissance dans les économies post-socialistes: les enseignements de la première phase de la transition», in *Economie prospective internationale*, 51 (3e trimestre)
- J. KORNAI (1990a): «The Affinity Between Ownership Forms and Coordination Mechanisms: The Common Experience of Reform in Socialist Countries», in *Journal of Economic Perspectives*, 4, (3) (summer)
- J. KORNAI (1990b): *Du socialisme au capitalisme: l'exemple de la Hongrie*, Paris, Gallimard
- J. KORNAI (1992a): «The Postsocialist Transition and the State: Reflexions in the Light of Hungarian Fiscal Problems», in *American Economic Review*, 82, (2), mai
- J. KORNAI (1992b): *The Socialist System: The Political Economy of Communism*, Oxford, Clarendon Press
- P. MERTLIK (1992): «Macroeconomic Development and Privatization in Czechoslovakia: A Critical Overview», paper presented to the EAEPE Conference, Paris, November
- P. MIHALYI (1992): «Property Rights and Privatization: the Three Agent Model (A Case Study on Hungary)», paper presented to the AECES Conference, Groningen (24. - 27. sept)
- A. NOVE (1992): «Economics of the Transition Period», in *The Harriman Institute Forum*, 5, (11-12), July-August
- D. NUTI (1992): «Lessons from the Stabilization Programmes of Central and Eastern European Countries, 1989 - 1991», in *Economic Papers* 92, Commission of the European Communities, Bruxelles, May.
- OECD (1992): *L'industrie en Pologne: problèmes et politiques d'adaptation structurelle*, CCEET, Paris
- OECD (1992): *Short-Term Economic Indicators - Central and Eastern Europe*, CCEET, Paris
- K. OKOLICSANYI (1992): «Hungary Sets Limits on State Ownership», in *RFE/RL Research Report*, 1, (44), November
- J. SAPIR (1992): *Feu l'Union Soviétique? Permanences politiques, mirages économiques, enjeux stratégiques*, Paris, La Découverte
- K. SZYMKIEWICZ (1992): «The Private Sector in Poland: A Buffer Against the Recession?», in *Moct-Most*, 3, September